

ORDRE ET DÉSORDRES

Par Pierre Lellouche



Quand les sanctions percutent les élections...

... et se retournent contre les “sanctionneurs”. Le baril à 85 dollars est inacceptable pour l'Américain moyen, les amateurs de pâtes européens seront bientôt pénalisés.

Au début de la guerre en Ukraine, on s'en souvient, Bruno Le Maire avait promis de mener « une guerre économique et financière totale à la Russie ». Biden, lui, avait promis des sanctions « d'une ampleur sans précédent ». On allait voir ce qu'on allait voir: l'économie russe serait littéralement mise à genoux, ses finances seraient asséchées et son effort de guerre serait stoppé net.

Deux ans après, malgré treize paquets successifs (!) de sanctions, le gel de la moitié des réserves de change de la Russie dans les institutions financières occidentales (300 milliards de dollars), l'exclusion de ses institutions financières du système Swift, la Russie, bien que passée en économie de guerre, affiche un taux de croissance prévisionnel selon le FMI, de 2,6 % en 2024, une dette à 21 % du PIB, et un déficit budgétaire de 1,9 %, des chiffres à faire pâlir d'envie le même Le Maire...

Mais le plus cocasse est qu'il arrive que le “sanctionneur” se retrouve lui-même sanctionné, surtout quand il entre en campagne électorale. Ainsi de Joe Biden, qui avait bataillé ferme pour stopper, puis plafonner le prix du brut russe au niveau le plus bas possible (60 dollars le baril), avec toute une série de sanctions dites “secondaires” punissant les pétroliers, les transporteurs maritimes et les compagnies d'assurances qui continueraient d'exploiter ou de livrer du pétrole russe. On sait comment, avec l'aide de l'Iran et d'autres pays du Golfe, l'Inde et la Chine ont remplacé en quelques mois les acheteurs européens.

Ou il s'avère que les Ukrainiens, malmenés sur la ligne de front, ont décidé de bombarder avec leurs drones à long rayon d'action de nombreuses raffineries et autres installations pétrolières à l'intérieur du territoire russe. Résultat, le baril atteint désormais 85 dollars, situation intolérable pour Biden, candidat à sa réélection: le gallon ne doit pas dépasser 3,5 dollars pour l'Américain moyen! Zelinsky et ses généraux ont donc été priés d'arrêter de tirer sur les installations russes, alors même que les trumpistes ont bloqué, au Congrès, les livraisons d'armes. Ambiance.

Même équation quelque peu burlesque en Europe, à l'approche des élections européennes. Pour soutenir l'Ukraine,

l'Union européenne avait généreusement ouvert ses frontières aux productions agricoles ukrainiennes à très bas prix et sans contraintes sanitaires, avec zéro droit de douane. Cela, disait-on alors à Bruxelles, afin de les réexporter vers le tiers-monde affamé. Las, loin de transiter, ces importations ont explosé, mais sont restées en Europe, entraînant une

ZELINSKY ET SES GÉNÉRAUX ONT ÉTÉ PRIÉS D'ARRÊTER DE TIRER SUR LES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES RUSSES.

chute brutale des prix et une crise ouverte avec les agriculteurs polonais, roumains, slovaques, mais également belges et surtout Français.

À Paris, Macron se trouva donc coincé entre ses promesses à Zelinsky, et celles à la FNSEA et à ses agriculteurs en révolte. Au minimum, l'Europe se devait de suspendre

ce dispositif, qui en fait bénéficie d'abord à une poignée d'oligarques et de très grosses sociétés agro-industrielles ukrainiennes. C'était, pour Macron, l'un des enjeux clés du Conseil européen de la semaine dernière.

Hélas, Jupiter ne fut pas suivi. Un “frein d'urgence” (modeste) fut bien adopté pour plafonner certains produits, comme la volaille, le sucre ou les œufs, mais rien sur le blé, préoccupation prioritaire du côté français. Pour consoler Macron et sauver la face, on eut alors l'idée de sanctionner... la Russie, dont l'agriculture avait jusque-là échappé aux sanctionneurs bruxellois, en livrant pour 1,3 milliard d'euros de céréales et d'oléagineux à ses clients européens. Désormais, les droits de douane « prohibitifs » « interdiront toute importation de produits russes, sauf en transit ». Les amateurs de pâtes seront pénalisés: l'Union européenne importe chaque année 1,9 million de tonnes de blé dur, dont 420 000 tonnes provenaient de Russie (24 %).

Gageons que les Russes s'en remettront: avec une production de 85 millions de tonnes de céréales et 50 millions à l'export, ils prendront nos parts de marché en Algérie et en Afrique noire, où leur grain est déjà distribué gratuitement dans notre ex-pré carré du Sahel... ●